



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 21 juillet 1971

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

	Page
Point 14 de l'ordre du jour :	
Assistance en cas de catastrophe naturelle ( <i>suite</i> ) . . . . .	141

*Président* : M. DRISS (Tunisie)

## POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance en cas de catastrophe naturelle (*suite*) [E/4994, E/5012 (première partie), par. 41 à 43; E/5038, chap. VI; E/C.2/727, E/C.2/731, E/C.2/732, E/C.2/735, E/C.2/742, E/L.1404, E/L.1425, E/L.1430, E/L.1434, E/L.1436, E/L.1437, E/L.1438 et Corr.1, E/L.1440]

1. M. FERNAND-LAURENT (France) félicite le Secrétaire général, qui a su, dans son rapport (E/4994), présenter de façon complète la situation actuelle, identifier les problèmes et situer les responsabilités de la communauté internationale. C'est seulement lorsqu'il aborde des suggestions précises concernant les questions d'organisation que ce rapport commence à être discutable. Ainsi, dans le mandat très étendu qu'il souhaiterait confier à un coordonnateur des secours, le Secrétaire général voudrait inclure l'encouragement d'études scientifiques et techniques sur la fourniture de secours; la délégation française ne peut qu'approuver cette proposition, à condition que ces études ne soient pas entreprises sous la responsabilité du Coordonnateur, étant donné que de nombreuses organisations, comme l'OMM, l'UNESCO (héritière de l'Union internationale de secours) ou l'Organisation internationale de protection civile (OIPC) font depuis longtemps déjà un travail très utile dans ce domaine.

2. La délégation française a quelques observations à formuler au sujet des deux projets de résolution dont le Conseil est saisi. D'abord, elle tient à apporter son plein appui au projet de résolution présenté à la séance précédente par le représentant du Pérou (E/L.1434), étant entendu que le paragraphe 4 du dispositif de cette résolution doit être compris à la lettre, c'est-à-dire que le Conseil économique et social ferait uniquement part d'un vœu et que le PNUD, son Conseil d'administration et son Directeur resteraient entièrement libres de décider quelle suite ils donneraient aux demandes d'assistance des Gouvernements de la Colombie et du Chili.

3. Le projet de résolution contenu dans le document E/L.1438 recueille toute la sympathie de la délégation française, car il est le prolongement logique des conclusions du rapport du Secrétaire général, des travaux de la Ligue

des sociétés de la Croix-Rouge et du mémoire présenté par le Royaume-Uni (E/L.1404), et en outre il tient compte de l'expérience récente en matière de coordination en cas de catastrophe naturelle. La délégation française souhaiterait cependant suggérer quelques modifications.

4. Tout d'abord, elle note que le début du paragraphe 1 du dispositif laisse au Secrétaire général la possibilité de désigner comme coordonnateur soit une personne de l'extérieur soit un haut fonctionnaire des Nations Unies qui accepterait cette tâche en plus de ses responsabilités courantes. Ensuite, à l'alinéa *a* du même paragraphe, il ne paraît pas réaliste, comme l'a déjà fait remarquer le Directeur général du FISE (1786e séance), d'utiliser le mot "diriger". En effet, le Coordonnateur ne devrait pas chercher à diriger effectivement les institutions spécialisées des Nations Unies. D'ailleurs, il ne pourrait pas le faire efficacement, avec les faibles moyens administratifs dont il disposera. La délégation française propose donc formellement de supprimer le mot "diriger" dans cet alinéa.

5. D'autre part, il lui semble qu'il faudrait également supprimer la fin du paragraphe 2 du dispositif, à partir des mots "avec un rang équivalent à". En effet, il faut laisser au Secrétaire général la faculté de régler cette question, qui ne relève pas de la compétence du Conseil. On ne voit pas d'ailleurs pourquoi le Coordonnateur ne pourrait avoir rang de Sous-Secrétaire général.

6. Au paragraphe 3 du dispositif, la délégation française souhaiterait que l'on emploie l'expression "un petit bureau permanent". Peut-être le Secrétariat a-t-il été impressionné par l'ampleur des récents désastres, mais le nombre des victimes n'a pas de rapport direct avec l'importance des effectifs à envisager. Pendant les quatre premières années tout au moins, la délégation française préférerait qu'il s'agisse d'une petite équipe qui s'acquitte efficacement de sa tâche.

7. Par ailleurs, la délégation française appuie entièrement les observations faites à la séance précédente par le représentant du Royaume-Uni au sujet du financement, du manque de logique qu'il y aurait à créer des stocks internationaux -- au moment même où la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge encourage la création de stocks régionaux ou locaux --, et en ce qui concerne la liaison. A ce propos, la délégation française estime qu'il suffirait d'une personne pour assurer la liaison entre le Secrétaire général et le Coordonnateur.

8. Pour ce qui est de décider si le bureau permanent devrait avoir son siège à New York ou à Genève, le Gouvernement français pencherait plutôt pour Genève, en raison de la neutralité de la Suisse, qui est propice à toute action humanitaire, et aussi parce que cette ville abrite déjà non seulement les institutions de la Croix-Rouge, mais aussi le siège d'institutions spécialisées telles que l'OMS et l'OMM

sans parler de la proximité relative de la FAO et, plus récemment, un centre international de calcul électronique, qui pourrait être fort utile. C'est d'ailleurs la ville qu'a choisie le Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations comme point central de ses activités, en accord avec le Secrétaire général. Un autre facteur dont il faudra tenir compte, même s'il n'est pas déterminant, est celui des incidences financières, et il serait intéressant de savoir quelle différence existe entre New York et Genève sur le plan des coûts.

9. M. NATHON (Hongrie) dit que le rapport très complet présenté par le Secrétaire général (E/4994) est un véritable ouvrage de référence pour toutes les organisations qui apportent des secours en cas de catastrophe naturelle. La délégation hongroise tient toutefois à protester vigoureusement à propos d'un détail de la carte qui accompagne ce document et qui ne reflète pas l'état actuel des choses en Europe en ce qui concerne les deux Allemagnes.

10. En répondant à une note verbale du Secrétaire général, la Hongrie a souligné l'importance qu'elle attachait à cette question et s'est félicitée de l'intention des organismes des Nations Unies d'apporter une aide accrue aux pays victimes de catastrophes naturelles. Le Gouvernement hongrois et diverses organisations non gouvernementales hongroises fournissent de leur côté une assistance bilatérale ou autre dans ce domaine. Comme le Secrétaire général, la délégation hongroise estime que l'ONU peut et doit jouer un rôle essentiel dans la coordination globale de tous les efforts internationaux en vue de combattre ces phénomènes.

11. Il faudrait mettre au point des systèmes d'alerte, au niveau régional et interrégional, et établir des liens de coopération étroite entre pays voisins en vue de permettre la prévision des catastrophes et de prendre des mesures adéquates. En ce qui concerne l'établissement de plans en prévision de catastrophes naturelles et l'état de préparation des services intéressés, il est certain que les organisations internationales peuvent fournir une assistance technique précieuse aux pays qui n'ont pas l'expérience et les moyens nécessaires.

12. Lorsque la catastrophe s'est déjà produite, il est évident que les responsabilités de la communauté internationale — et, par conséquent, des institutions internationales — augmentent considérablement. Les secours d'urgence doivent être préparés par des plans adéquats, et la mobilisation des ressources à l'intention des zones sinistrées nécessite une action coordonnée et concertée.

13. De l'avis de la délégation hongroise, l'assistance internationale peut aussi jouer un grand rôle dans l'effort de relèvement et de reconstruction. Pour déterminer le type d'assistance nécessaire, il faut pouvoir se fonder sur des demandes détaillées. Tant que cette question ne sera pas résolue, on s'expose inévitablement à gaspiller une partie de l'assistance.

14. En ce qui concerne les dispositions institutionnelles à prendre au niveau international, la délégation hongroise n'est pas convaincue que la création d'un bureau permanent, proposée par le Secrétaire général, soit actuellement

nécessaire; à son avis, la coordination des efforts devrait être assurée par les services existants du Secrétariat de l'ONU et avec les ressources disponibles, le rôle de coordonnateur étant confié à tel ou tel Secrétaire général adjoint ou Sous-Secrétaire. A ce propos, la délégation hongroise appuie les propositions faites à la séance précédente par la délégation de l'Union soviétique en ce qui concerne le projet de résolution contenu dans le document E/L.1438 et Corr.1.

15. D'autre part, la délégation hongroise propose formellement de supprimer, au début du paragraphe 6 du dispositif de ce projet de résolution, les mots : "des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées ou de l'AIEA". Elle se réserve, en outre, le droit de revenir, après l'avoir examiné plus à fond, sur d'autres aspects de ce projet de résolution à un stade ultérieur des débats.

16. Enfin, la délégation hongroise donne son plein accord au projet de résolution E/L.1434, tel qu'il a été modifié à la séance précédente avec l'accord du représentant du Pérou.

17. M. SMOQUINA (Italie) dit que, étant donné l'ampleur et la complexité du problème, la qualité essentielle du rapport du Secrétaire général est d'être à la fois concis et complet et d'analyser tous les aspects de la question de façon équilibrée et constructive. Le rapport concerne surtout les catastrophes naturelles, soudaines et imprévisibles, mais les solutions qu'il propose peuvent également être utiles face à des situations causées par l'homme qui demandent une intervention urgente et synchronisée. Cette double utilité du rapport laisse prévoir, pour l'avenir, la possibilité d'un plan général d'assistance dans les cas d'urgence.

18. Devant la fréquence récente des catastrophes naturelles d'ampleur exceptionnelle, il devient nécessaire d'en étudier les causes et de les prévenir si possible. Il convient donc d'accorder la plus grande attention à l'application de la science et de la technique à la prévision et à la limitation des catastrophes naturelles, ainsi qu'à la planification des mesures qui peuvent être prises pour parer aux catastrophes. Plus importante encore est la préparation des services chargés des plans de secours, car, s'il n'est pas toujours possible de prévenir les effets des catastrophes naturelles, on peut prendre des précautions pour protéger les vies humaines et limiter les dégâts matériels. Les chapitres I à IV du rapport, à l'élaboration desquels le Gouvernement italien a contribué en répondant à la demande d'informations du Secrétaire général, ne soulèvent donc aucune objection.

19. Ce sont plutôt les chapitres V et VI, concernant respectivement l'organisation au niveau international et le financement, qui pourraient soulever quelques difficultés. Plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies ont des activités liées aux secours en cas de catastrophe naturelle. Au lieu d'accroître des structures déjà complexes, il semblerait préférable d'en synchroniser l'action, les méthodes et les moyens d'intervention, compte tenu dans chaque cas des situations particulières. Toutefois, comme le fait observer le Secrétaire général, l'assistance internationale ne peut que compléter les efforts des pays eux-mêmes, et il faut espérer que ceux-ci décideront de prendre les mesures

suggérées par le Secrétaire général concernant le maintien des services publics indispensables, qu'il s'agisse de préparatifs en prévision de catastrophes naturelles ou d'efforts en cas de catastrophe.

20. En ce qui concerne l'organisation et la centralisation, au sein de l'ONU, des activités de secours, la délégation italienne apprécie hautement les propositions concrètes avancées par le Secrétaire général et la contribution constructive offerte par les Gouvernements du Royaume-Uni (E/L.1404) et de la Turquie (E/L.1425). Le projet de résolution E/L.1438, qui a été présenté par le représentant du Royaume-Uni au nom des auteurs, paraît proposer dans l'ensemble une solution satisfaisante au problème de la coordination des efforts d'assistance en cas de catastrophe naturelle. Toutefois, la délégation italienne souhaiterait en connaître les incidences financières.

21. La délégation italienne considère que le rôle essentiel du Coordonnateur doit être d'utiliser les compétences et l'expérience des organismes des Nations Unies et de collaborer étroitement avec les autres organisations qui s'occupent de ces questions, et en tout premier lieu avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. Il faudrait aussi tenir compte de l'expérience jadis acquise par l'Union internationale de secours et de l'importante contribution opérationnelle que peut apporter le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) en matière de transports de réfugiés.

22. Comme la délégation italienne l'avait suggéré à la quarante-neuvième session du Conseil, la coordination au niveau central devrait s'accompagner d'une coordination au niveau régional, par exemple en ce qui concerne les stocks de secours.

23. En se réservant de revenir ultérieurement sur le texte du projet de résolution, la délégation italienne souhaite souligner deux exigences, qui lui semblent primordiales dans la solution à donner au problème de coordination : premièrement, la personne désignée comme Coordonnateur devra jouir d'un prestige moral indiscutable; deuxièmement, la communauté internationale devra accepter certains principes de base, à défaut desquels l'action de secours ne pourrait atteindre son but.

24. Pour terminer, la délégation italienne donne son plein appui au projet de résolution présenté dans le document E/L.1434 et tient à exprimer toute sa sympathie aux gouvernements de deux pays frappés récemment par des catastrophes, le Chili et la Colombie.

25. M. ANTOINE (Haïti) évoque les tragédies auxquelles peuvent donner lieu des catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre qui ont frappé certains pays d'Amérique latine, ou les cyclones qui ravagent périodiquement la région des Caraïbes. L'économie de cette région est axée sur les produits agricoles, et en particulier sur certains produits comme le cacao, le café et le sucre, qui exigent des années de travail avant d'atteindre le point où leur exploitation est rentable. Les conséquences de ces catastrophes sont inévitablement la famine et la mort. Le Gouvernement haïtien, comme tous les autres gouvernements, s'efforce dans la mesure du possible de porter

secours aux pays sinistrés en fonction de leur proximité, d'une part, et de l'importance des moyens dont il dispose, d'autre part. La délégation haïtienne espère donc que le Conseil adoptera les deux projets de résolution dont il est saisi. A son avis, pour que ces textes aient un plus grand effet, il faudrait les fusionner en une seule résolution.

26. La délégation haïtienne se réjouit que les organismes des Nations Unies ne soient pas restés indifférents à ce grand problème et que toute une série de mesures soient maintenant recommandées en vue de créer, éventuellement à Genève, des services d'information et de planification, à vocation internationale, qui seront chargés de soutenir l'action des gouvernements et des organismes internationaux. D'autres délégations ont souligné sur un plan plus technique les problèmes auxquels la communauté mondiale tout entière doit faire face dans ce domaine, et apporté des arguments qui orienteront le Conseil économique et social vers la solution rapide de ces problèmes.

27. Pour terminer, le représentant de Haïti tient à assurer le Gouvernement chilien de toute sa sympathie.

28. M. BEER (Ligue des sociétés de la Croix-Rouge), prenant la parole sur l'invitation du Président, se félicite de la bonne coopération qui existe depuis longtemps déjà entre les organismes des Nations Unies et la Croix-Rouge internationale, c'est-à-dire le Comité international, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et les sociétés nationales. Le mécanisme de la Croix-Rouge est bien décrit dans le rapport du Secrétaire général, tant en ce qui concerne l'établissement de plans en prévision de catastrophes que les mesures de secours.

29. M. Beer appuie les conclusions du Secrétaire général. Il se contentera de faire des observations sur quelques points. Tout d'abord, il existe déjà entre la Croix-Rouge internationale et l'ONU, l'OMS, le FISE, le HCR, la FAO, l'OMM, etc., une coopération prompte et efficace, qui tient justement au caractère non bureaucratique de cette coopération, fondée sur d'excellents contacts personnels. A ce sujet, M. Beer se félicite que les auteurs du projet de résolution E/L.1438 aient donné l'assurance qu'ils ne voulaient pas gêner cette coopération spontanée.

30. La création d'un nouveau service de coordination, actif même s'il est de dimensions modestes, est une idée utile. Cependant, il faudra en préciser les compétences, compte tenu des relations existant entre les organismes de secours. La coordination entre organismes des Nations Unies n'est pas l'aspect le plus important ici. Il en est d'autres qui sont essentiels : la coordination de l'aide multilatérale avec l'aide bilatérale, la coordination sur le terrain (qui dépend des gouvernements, et pour laquelle les plans préalables sont indispensables), ou le rôle des sociétés nationales de la Croix-Rouge.

31. Les gouvernements, en particulier, jouent un rôle déterminant; si un gouvernement rejette les conditions de l'assistance en cas de catastrophe, un service de coordination ne peut pas grand-chose. Il est également essentiel que les gouvernements associent les sociétés nationales de la Croix-Rouge à l'établissement de leurs plans en prévision des catastrophes, faute de quoi la Croix-Rouge ne pourra

canaliser efficacement l'aide privée, comme cela est souhaité dans le rapport du Secrétaire général.

32. Le Secrétaire général a fait une large place dans son rapport aux plans en prévision des catastrophes, qui, s'ils n'ont pas le côté spectaculaire de l'action du Coordonnateur au moment de l'envoi de secours, sont peut-être encore plus importants. Dans le cadre de ces plans, il faut répartir les responsabilités, organiser à l'avance les moyens nécessaires (arrangements douaniers, transports, télécommunications, accès des représentants d'organismes de secours, etc.) et la formation de personnel à tous les niveaux. La Croix-Rouge doit elle-même faire un effort dans le domaine de la planification. Elle doit renforcer ses organisations nationales, pour que celles-ci puissent répondre aux demandes des gouvernements; de leur côté, les gouvernements devraient faire largement appel à ces sociétés nationales et leur donner l'autorité nécessaire pour l'acheminement de l'aide extérieure.

33. La planification sera aussi le travail le plus important du nouveau service de coordination. Il lui faudra tenir compte du fait que les gouvernements sont souverains, et que ce sont leurs représentants qui connaissent le mieux les besoins nationaux. Une planification faite dans cette optique doit permettre de surmonter les problèmes de politique rencontrés jusqu'ici, non seulement en évitant de fournir une aide non désirée, mais aussi en créant le climat qui donnera toute son efficacité à l'aide extérieure.

34. Un effort commun doit être fait pour améliorer l'état de préparation en ce qui concerne le matériel et le personnel. Les fonds ne constituent pas le problème le plus grave, car si l'on dispose de plans adéquats on pourra toujours compter sur les gouvernements et le public. A ce sujet, M. Beer souligne qu'il ne faut pas prendre des dispositions qui fassent obstacle aux contributions spontanées. Il serait utile en outre de réunir des informations sur les habitudes, les croyances, etc., des populations victimes des catastrophes, afin d'éviter les erreurs faites dans le passé. La Croix-Rouge a entrepris ce travail, et elle souhaite bénéficier de la coopération d'autres organismes intéressés.

35. La Croix-Rouge internationale est prête à poursuivre sa coopération active avec les organismes des Nations Unies. La Ligue, pour sa part, dispose d'un mécanisme qui lui permet d'intervenir immédiatement, sans que des réunions et des débats soient nécessaires. En outre, elle a la possibilité de mobiliser spontanément l'opinion publique. Etant donné ces moyens, elle devrait rester un élément essentiel de l'effort commun en cas de catastrophe. Son action aura toute son efficacité si elle bénéficie du soutien de l'ONU, et surtout de celui des gouvernements.

36. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique), se référant au projet de résolution E/L.1438, dont sa délégation est coauteur, souhaite dissiper certaines craintes qui viennent d'être exprimées au sujet d'un mécanisme permanent d'assistance en cas de catastrophe.

37. Le projet de résolution vise à renforcer le bon travail accompli jusqu'ici, et non pas à le gêner. Il ne faut y voir aucune critique de ce travail, mais seulement l'intention de renforcer le mécanisme des Nations Unies dans ce domaine,

conformément au vœu exprimé par le Secrétaire général. Nul ne songe à empêcher un organisme de prendre des mesures immédiates en cas de catastrophe; il faudrait seulement que cet organisme tienne le Coordonnateur au courant. Par ailleurs, des contributions autres que celles qui sont visées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 du dispositif ne sont pas exclues. De manière générale, le projet de résolution ne tend pas à entraver l'action de ceux qui veulent secourir les victimes autrement que par l'intermédiaire du Coordonnateur.

38. La délégation des Etats-Unis étudiera soigneusement les amendements proposés. A propos de l'amendement de la France tendant à supprimer le mot "diriger" au paragraphe 1 du dispositif, M. Zagorin rappelle que le Directeur général du FISE a déclaré que le FISE accepterait que son action soit guidée et dirigée. Il pense que ce mot ne devrait pas être supprimé. En anglais, le mot *direct* n'indique pas que le Coordonnateur prendra en mains les activités d'organismes indépendants. Ce terme suggère plutôt un rôle que l'on pourrait comparer à celui d'un agent de la circulation. Le Coordonnateur orientera les activités des organismes, sans les gêner.

39. Commentant ensuite le rapport à la fois très complet et très utile du Secrétaire général (E/4994), le représentant des Etats-Unis dit que, en ce qui concerne les propositions relatives au financement, il accepte que l'on porte à 150 000 dollars par an les crédits disponibles au titre du Fonds de roulement pour une aide d'urgence. Il ne faudrait toutefois pas que cette somme soit utilisée pour établir des plans prévisionnels: dans ce domaine, les activités doivent être financées à l'aide de contributions volontaires. En revanche, M. Zagorin n'est pas favorable à la création d'un Fonds d'urgence pour les catastrophes naturelles, ni à des annonces prévisionnelles de contributions volontaires. Il pense que les gouvernements se montreront plus généreux devant des catastrophes prises isolément que dans le cadre d'un appel global. De plus, il arrive fréquemment que l'on ait un besoin plus pressant de fournitures et de moyens de transport que de fonds.

40. M. Zagorin indique enfin que sa délégation appuiera le projet de résolution E/L.1434 tel qu'il a été modifié.

41. M. GHACHEM (Tunisie), après avoir félicité le Secrétaire général de son rapport, souligne que les nouvelles dispositions concernant l'assistance en cas de catastrophe ne doivent pas gêner l'assistance fournie par diverses sources.

42. Pour assurer sur le plan mondial la coordination des secours, il faut qu'une collaboration active s'établisse entre le service dont la création est envisagée, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, parmi lesquelles le représentant de la Tunisie tient à mentionner particulièrement l'OIPC. Il appelle l'attention sur les stages de formation et les cycles d'études que l'OIPC a consacrés à l'assistance en cas de catastrophe.

43. La délégation tunisienne appuiera les projets de résolution E/L.1434 et E/L.1438.



44. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) exprime tout d'abord la sympathie de son pays à la délégation chilienne à la suite du tremblement de terre qui a eu lieu récemment au Chili.

45. La délégation néo-zélandaise appuie les projets de résolution E/L.1434 et E/L.1438. Elle estime que le rapport du Secrétaire général est un document bien construit, qui expose bien ce qui a été fait et ce qui est à faire, et aboutit à des conclusions réalistes. La Nouvelle-Zélande appuie particulièrement l'idée selon laquelle l'étude et la prévention des catastrophes et l'établissement de plans en prévision de catastrophes sont aussi importants que les secours eux-mêmes. La Nouvelle-Zélande, pays qui est victime de séismes, sait qu'il faut prévoir la réception, le stockage et la distribution des secours. Les représentants résidents du PNUD devraient encourager les gouvernements à établir les plans dans ce domaine.

46. M. Scott est favorable à la proposition tendant à fournir chaque année une somme supplémentaire de 25 000 dollars, prélevée sur le budget ordinaire, réservée à l'assistance dans le domaine de la planification et des préparatifs pour les catastrophes. Cette assistance servira de catalyseur, et encouragera les gouvernements des pays en voie de développement à établir des plans.

47. A propos de la partie du rapport concernant le stockage, le représentant de la Nouvelle-Zélande relève que le FISE a une réserve de fournitures pour les enfants et les mères. Il est également noté que le stockage des denrées alimentaires pose un problème particulier. Dans le rapport du Secrétaire général, il est proposé que le PAM constitue une Banque alimentaire internationale, approvisionnée par cinq dépôts stratégiquement situés. La délégation néo-zélandaise souhaiterait avoir plus de détails sur cette proposition; à première vue, elle doute qu'il soit utile de rassembler les réserves dans cinq endroits stratégiques; il semblerait préférable qu'elles restent dans les pays producteurs. Les pays exposés aux catastrophes devraient eux aussi constituer des réserves.

48. La délégation néo-zélandaise approuve aussi l'idée selon laquelle les pays donateurs doivent déterminer librement le volume de leur assistance. La question de la création d'un Fonds d'urgence ou de l'adoption d'un système d'annonces de contributions doit être envisagée dans cette perspective. Il faut tenir compte de l'élément de spontanéité dans les contributions en cas de catastrophe.

49. Le Secrétaire général note la difficulté qu'il y a à prévoir et à planifier l'action en cas de catastrophe, et l'élément d'improvisation qu'elle comporte nécessairement. Une fonction cruciale du service que l'on envisage de créer consistera à obtenir, en collaboration avec les gouvernements, des renseignements sur les besoins ne pouvant être satisfaits sur place, et sur les priorités à établir entre ces besoins, pour les communiquer à tous les organismes intéressés, ainsi que des renseignements sur l'action de toutes les sources d'aide. Cette fonction est mise en évidence dans les mémoires présentés par le Royaume-Uni (E/L.1404) et par la Turquie (E/L.1425).

50. La Nouvelle-Zélande appuie aussi l'idée, exposée au chapitre V, selon laquelle la tâche principale des organismes

des Nations Unies est le travail à long terme de relèvement et de reconstruction.

51. Le rapport du Secrétaire général vise à remédier à l'insuffisance des arrangements internationaux concernant l'assistance en cas de catastrophe, qui a été mise en évidence par des événements récents. L'insuffisance de ces arrangements est particulièrement à déplorer au sein des Nations Unies. Les propositions du Secrétaire général sont réalistes et modestes, et il ne semble pas qu'elles entraîneront des dépenses élevées, si l'on ne va pas au-delà des fonctions prévues pour le nouveau service. M. Scott pense aussi que ces dépenses devront être couvertes par le budget ordinaire.

52. En ce qui concerne le lieu où serait installé ce service, il penche pour Genève.

53. Le représentant de la Nouvelle-Zélande rappelle enfin qu'il est un des auteurs du projet de résolution présenté à la séance précédente par le représentant du Royaume-Uni (E/L.1438).

54. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objection il donnera la parole à l'observateur de la Colombie, conformément à l'article 75 du Règlement intérieur. Auparavant, il tient à lui faire part de sa sympathie et de celle du Conseil à l'occasion du désastre qui s'est produit dans son pays.

55. M. GARCES (Observateur de la Colombie) remercie le Président et le Conseil de ce témoignage de sympathie.

56. La Colombie se félicite de l'intérêt que les membres du Conseil attachent à la question de l'assistance en cas de catastrophe naturelle. Les événements survenus en Colombie d'une façon aussi inattendue ont de graves conséquences, qu'il est difficile de chiffrer. Il y a eu des pertes en vies humaines, mais les dommages causés aux récoltes et aux biens sont très importants, et la mortalité par maladie et par sous-alimentation prend un caractère alarmant. La Colombie tient à exprimer sa reconnaissance à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et aux pays qui lui ont apporté une assistance précieuse sous forme de médicaments, de vêtements, etc. Avant les récentes inondations, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge avait procédé à une évaluation provisoire des dommages causés. Cette évaluation, malheureusement dépassée par les événements, est à la disposition du Conseil.

57. La délégation colombienne donne tout son appui à l'initiative du Conseil économique et social. Elle a lu avec beaucoup d'attention le rapport du Secrétaire général, dont elle approuve les conclusions et recommandations, et elle a suivi attentivement les débats qui, espère-t-elle, auront des résultats positifs.

58. M. NAIK (Pakistan) note que les catastrophes récentes ont mis en relief la pauvreté des moyens d'intervention des Nations Unies, tant sur le plan financier que sur celui des possibilités opérationnelles. Actuellement, l'ONU n'est pas en mesure d'exploiter le mouvement de solidarité humaine que suscitent les grandes catastrophes, ni d'utiliser, pour en éviter les conséquences, l'expérience acquise dans les pays sinistrés et les résultats du progrès technique.

59. La résolution 2717 (XXV) de l'Assemblée générale était plus qu'un simple énoncé de principes : c'était une

invitation à l'action. Le rapport du Secrétaire général (E/4994) répond dans une large mesure à l'attente des auteurs de cette résolution. D'une façon générale, la délégation pakistanaise souscrit aux recommandations du Secrétaire général concernant la façon dont l'ONU pourrait contribuer à la prévision des catastrophes, aux mesures de planification et de prévention à prendre avant même la catastrophe, aux opérations de secours d'urgence et à la reconstruction. La principale disposition de la résolution 2717 (XXV) de l'Assemblée générale concernait le renforcement du mécanisme de coordination des Nations Unies. Le Pakistan, qui appuie la recommandation du Secrétaire général concernant l'établissement d'un bureau de coordination des secours dans le cadre de l'ONU, s'est donc joint aux auteurs d'un projet de résolution soumis au Conseil (E/L.1438). Le Coordonnateur, dont les fonctions sont définies au paragraphe 1 du dispositif du projet, pourra intervenir durant toutes les phases des catastrophes naturelles, mais son intervention ne sera efficace que s'il dispose de ressources suffisantes. Or, les ressources actuellement disponibles sont lamentablement insuffisantes. La contribution de l'ONU est limitée par la résolution 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale à 100 000 dollars par an au total, avec un plafond de 20 000 dollars par catastrophe. Le Secrétaire général évalue à 205 000 dollars par an le coût de fonctionnement (traitements et dépenses d'administration) du bureau de coordination. Toutefois, la recommandation concernant l'assistance technique en matière de planification et de prévention avant les catastrophes ne porte que sur 25 000 dollars, ce qui est tragiquement insuffisant, et le Pakistan espère que les pouvoirs du Secrétaire général en matière de prélèvement sur le Fonds de roulement seront considérablement élargis.

60. La délégation pakistanaise se félicite des modifications récentes des procédures du PNUD qui permettent à cet organisme d'intervenir plus efficacement en cas de catastrophe, et elle attache une grande importance au principe énoncé par le Conseil d'administration, à savoir que, dans les pays affectés par des catastrophes naturelles, les gouvernements devraient être déchargés de l'obligation de financer leur part des projets en cours et le niveau du programme national devrait être accru d'une façon appropriée. Toutefois, les projets actuellement entrepris par le PNUD pour aider les pays frappés par des catastrophes sont remboursables. De l'avis de la délégation pakistanaise, une telle assistance devrait être fournie en supplément de l'assistance prévue normalement dans les programmes des pays.

61. A sa onzième session, le Conseil d'administration du PNUD a établi une réserve de 9 millions de dollars par an pour répondre aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés et parer à des situations imprévues (E/4954, par. 71, décision II, al. e). Lors de la discussion, la délégation pakistanaise a déclaré qu'il fallait classer les catastrophes naturelles parmi ces situations. Le Pakistan recommande donc qu'une partie de cette somme, 1 million de dollars par exemple, soit réservée à l'assistance aux pays victimes de catastrophes naturelles.

62. La délégation pakistanaise n'ignore pas que peu de demandes d'assistance en vue de la prévention des catas-

trophes et de la planification ont été soumises. Cela ne signifie pas que les pays menacés se désintéressent des possibilités d'empêcher les catastrophes naturelles; cela tient simplement au fait que ces pays doivent consacrer en priorité les ressources dont ils disposent à des projets plus directement rémunérateurs.

63. Dans le rapport du Secrétaire général, il est également fait mention de l'aide que le Groupe de la BIRD est disposé à apporter à des projets de reconstruction. Par exemple, ce groupe a préparé un programme d'un coût estimatif de 180 millions de dollars concernant la reconstruction et le développement de la zone du Pakistan oriental ravagée par le cyclone de 1970. Toutefois, il conviendrait de trouver une procédure permettant à la BIRD et aux autres institutions de crédit de fournir une assistance pour la reconstruction des zones sinistrées sans préjudice de l'assistance normale au développement.

64. Le principal facteur qui empêche l'ONU de répondre aux besoins d'assistance et de secours est l'absence de fonds pouvant être mis par le Secrétaire général à la disposition des pays sinistrés dans les 24 ou 48 heures suivant la catastrophe. Le rapport du Secrétaire général fait ressortir que les ressources des divers organismes des Nations Unies, et même du FISE et du PAM, ne sont pas conçues en vue d'une intervention immédiate. Actuellement, l'ONU doit attendre le versement de contributions par les gouvernements avant de pouvoir fournir une assistance réellement importante. Pour que le Coordonnateur puisse intervenir rapidement, il faudrait que le Secrétaire général soit habilité à prélever, pour des secours d'urgence, une partie des fonds mis à sa disposition dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation, étant entendu que ces fonds seraient remboursés à mesure que le Secrétaire général recevrait des contributions volontaires spéciales. Cette procédure pourrait être adoptée si la suggestion de la Croix-Rouge tendant à mettre à la disposition du Secrétaire général un fonds de 2 millions de dollars (E/4994, par. 97) n'était pas retenue, et résoudrait la difficulté qui résulte de la contradiction entre l'urgence des besoins et le caractère volontaire de l'assistance.

65. Le Coordonnateur ne pourra s'acquitter efficacement de ses fonctions que si les États Membres, tant bénéficiaires que donateurs de l'assistance, adoptent de leur côté les mesures définies par le Secrétaire général.

66. Il est indispensable que les pays qui sont souvent menacés par des catastrophes naturelles établissent des plans d'urgence et des systèmes d'alerte, constituent des stocks de produits indispensables, améliorent leurs communications et mettent sur pied une organisation et une infrastructure nationales de secours. Les gouvernements donateurs doivent tout faire pour fournir leur assistance généreusement et rapidement. A la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, le Pakistan a souligné l'importance qu'il y a à tenir en réserve des groupes et du matériel d'intervention, de façon à pouvoir porter secours aux zones sinistrées dans les 24 à 48 heures qui suivent la catastrophe<sup>1</sup>. Si ces moyens d'intervention existaient, le gouver-

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale vingt-cinquième session, Troisième Commission*, 1791<sup>e</sup> séance.

nement du pays frappé par une catastrophe ne serait pas dans l'obligation de demander une aide bilatérale, ce qui entraîne des retards et des complications politiques. Malheureusement, à part la Suède et la Norvège, aucun gouvernement n'a encore offert ses services au Secrétaire général.

67. Le rapport du Secrétaire général est en principe limité aux cas de catastrophes naturelles, mais un bon nombre des recommandations qu'il contient devraient pouvoir être appliquées dans d'autres situations d'urgence. Toutefois, il faut souligner que cette assistance doit être fournie, comme il est prévu à l'alinéa *a* du paragraphe 1 du projet de résolution E/L.1438, en réponse à la demande de l'Etat sinistré.

68. M. CHAMMAS (Liban) assure les représentants du Chili et de la Colombie de sa sympathie à l'occasion des catastrophes dont leurs pays ont été victimes, et déclare que son pays appuie le projet de résolution E/L.1434, tel qu'il a été modifié.

69. La délégation libanaise est très sensible aux remarques qui ont été formulées à propos du projet de résolution E/L.1438, notamment par le représentant de la France et le Directeur général du FISE (1786e séance). Elle ne se serait certainement pas jointe aux auteurs du projet si elle avait eu l'impression qu'il contenait des dispositions de nature à compromettre les activités des organismes d'assistance existants. En fait, l'objectif visé est au contraire de renforcer leur action, et le titre de coordonnateur attribué au responsable du bureau que l'on propose de créer indique nettement la nature des fonctions envisagées.

70. M. Chammas admet que l'alinéa *a* du paragraphe 1 du dispositif peut se prêter à différentes interprétations, mais il espère que les explications du représentant des Etats-Unis auront dissipé les inquiétudes du représentant de la France et du Directeur général du FISE.

71. La délégation libanaise comprend les motifs qui inspirent la délégation française, et espère que les autres coauteurs ne verront aucun inconvénient à ajouter au paragraphe 3 le mot "petit" avant "bureau permanent", étant donné que le paragraphe 4 prévoit la possibilité d'accroître les effectifs du personnel en cas de besoin.

72. M. EFFAH-APPENTENG (Ghana) déclare que les catastrophes survenues récemment au Chili, en Colombie, au Pérou et au Pakistan font ressortir la nécessité de renforcer le mécanisme d'assistance en cas de catastrophe.

73. La délégation ghanéenne appuie donc d'une façon générale le projet de résolution E/L.1434 ainsi que le texte qui fait l'objet du document E/L.1438. A propos de ce dernier projet de résolution, elle pense que, comme le Coordonnateur ne serait pas du moins il faut l'espérer employé à plein temps, il n'est pas nécessaire de lui attribuer le rang de Secrétaire général adjoint. Son poste pourrait être d'un rang moins élevé, sans que l'importance de son rôle en soit pour autant affectée. D'autre part, la délégation ghanéenne considère que l'on devrait prévoir, au paragraphe 5 du dispositif, la possibilité de faire appel à des membres du personnel d'organisations non gouvernementales.

74. Le Dr SACKS (Organisation mondiale de la santé) rappelle qu'à la quarante-neuvième session du Conseil l'OMS a exposé les modalités de son assistance aux pays sinistrés, et qu'un rapport du Secrétaire général<sup>2</sup> donnait un aperçu de la nature et de la portée des opérations de secours de l'OMS en cas de catastrophe naturelle.

75. Le rapport du Secrétaire général dont le Conseil est maintenant saisi (E/4994), à propos duquel l'OMS a été consultée, examine les principales questions relatives à la prévention des catastrophes, à la planification, à l'action immédiate après la catastrophe et à la reconstruction. Dans chacune de ces phases, le rôle des services de santé à l'échelon national et de l'OMS aux échelons international et intergouvernemental doit être considéré.

76. Après les grandes catastrophes, il importe de fournir une assistance médicale immédiate, de prévenir les épidémies et d'organiser des services sanitaires dans la zone sinistrée. Il faut donc mobiliser du personnel sanitaire national et international, livrer les fournitures indispensables et établir l'infrastructure des services sanitaires. A cet égard, l'OMS a toujours travaillé en coopération étroite et fructueuse avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge à l'activité de laquelle elle désire rendre hommage, coopération qui se manifeste par des échanges immédiats de renseignements, un accord sur la responsabilité en matière d'envoi de fournitures médicales, et des arrangements aux termes desquels les deux organisations se tiennent réciproquement au courant des mesures prises.

77. Le Secrétaire général souligne à juste titre que la responsabilité des mesures à prendre incombe au premier chef au gouvernement du pays sinistré, et c'est à ce niveau que la coordination est décisive. Dans la majorité des pays fréquemment frappés par des catastrophes, l'OMS a des représentants nationaux et des fonctionnaires travaillant à divers projets qui, de même que les représentants des autres institutions, peuvent être mobilisés dès que le désastre se produit. Ces fonctionnaires travaillent en étroite collaboration avec les représentants d'autres organes des Nations Unies, y compris le représentant résident du PNUD, et sont en contact constant avec la Croix-Rouge nationale et les autres organisations volontaires. Ce système assure ainsi une source unique et rapide de renseignements précis qui peut jouer un rôle décisif dans l'évaluation des besoins et des demandes d'assistance des gouvernements.

78. Le Secrétaire général souligne dans son rapport que la présence dans un secteur de personnel superflu et la multiplicité des approvisionnements provenant de diverses sources posent des problèmes d'infrastructure et de moral. Etant donné le degré élevé de technicité des activités, la coordination doit être assurée par les administrations sanitaires nationales et, au niveau international, par l'OMS.

79. Le Dr Sacks dit qu'il s'est référé seulement à certains problèmes concernant l'assistance à court terme, car les problèmes à plus long terme de la planification avant les catastrophes et du rétablissement des conditions sanitaires sont réglés avec les gouvernements dans le cadre normal des activités de coopération technique de l'OMS. Cette assis-

<sup>2</sup> E/4853 et Corr.1 et Add.1.

tance est fournie à un grand nombre de pays, dans le cadre du budget de cette organisation.

80. Le Directeur général de l'OMS, en tant que membre du CAC, a participé activement, au sein de cet organe, à l'examen des méthodes à recommander au Conseil en vue d'assurer l'application efficace des programmes de secours après les catastrophes et leur coordination au niveau international. L'OMS se félicite que le Conseil tienne compte des dispositions actuelles en matière sanitaire, et en particulier de l'existence du réseau de bureaux et de représentants régionaux de l'OMS, ainsi que de ses relations étroites avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et avec le Comité international de la Croix-Rouge. Les problèmes sanitaires nécessitent une action immédiate et efficace. Tout plan général concernant les secours en cas de catastrophe doit se limiter à mobiliser et à coordonner les divers efforts, tout en assurant aux institutions techniques telles que l'OMS la liberté d'action qui leur est nécessaire dans leurs services consultatifs et dans leur assistance aux gouvernements. L'OMS se fera un devoir de coopérer à ces fins avec l'organisme central que le Conseil pourra établir.

81. M. PEREIRA DA FONSECA (Brésil) se bornera à expliquer la position de son gouvernement concernant les catastrophes naturelles, car les catastrophes d'autre nature posent des problèmes plus complexes — notamment des problèmes d'ordre politique.

82. A propos du projet de résolution E/L.1434, dont le Brésil est coauteur, M. Pereira da Fonseca déclare que son gouvernement a été vivement ému du désastre qui a récemment frappé deux pays amis, la Colombie et le Chili. Il convient de se demander si, à cette occasion, l'aide internationale et les mesures prises par les différents organismes des Nations Unies ont été vraiment adéquates. Elles auraient probablement été plus efficaces s'il existait un organe permanent chargé de coordonner les activités de secours. Le représentant du Brésil espère que le PNUD et la BIRD donneront la priorité aux demandes d'assistance du Chili et de la Colombie.

83. Certes, la solidarité internationale s'est manifestée de façon spontanée et généreuse, mais elle est encore très peu organisée. La création d'une organisation très souple, qui coordonnerait les activités de secours et qui pourrait se développer par la suite et recevoir des ressources plus substantielles, devrait suffire pour commencer. De toute façon, les ressources étant réduites, il faut les consacrer aux cas les plus graves.

84. Il convient d'envisager trois stades dans les catastrophes : prévention et prévision, secours d'urgence, et relèvement et reconstruction. L'assistance doit être axée sur les secours d'urgence, afin de sauver le maximum de vies humaines. A ce propos, la délégation brésilienne appuie le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution E/L.1438, dans lequel le Secrétaire général est invité à désigner un Coordonnateur des secours en cas de catastrophe. Ce coordonnateur pourrait notamment aider les pays victimes d'une catastrophe naturelle à organiser sur le plan interne la réception des secours. Il serait souhaitable que le service qu'il dirigera ait son siège à Genève, parce que cela faciliterait les contacts avec l'OMM, l'OMS, un grand

nombre d'organisations intergouvernementales et le Comité international de la Croix-Rouge. La délégation brésilienne pense en outre que les dépenses de personnel de ce service devraient être imputées sur le budget ordinaire de l'ONU. Enfin, les fonds dont on dispose déjà pour les secours d'urgence, dans le cadre du FISE et du PAM, ne devraient pas être affectés à d'autres objectifs.

85. M. ODERO-JOWI (Kenya) dit que, comme le monde n'est pas à l'abri de nouvelles catastrophes, il est logique et souhaitable que la communauté internationale s'organise pour en prévenir les conséquences. C'est la raison pour laquelle la délégation kényenne s'est portée coauteur du projet de résolution E/L.1438. Les fonctions du Coordonnateur des secours seront étendues, comme l'indique le paragraphe 1 du dispositif, et la recommandation figurant au paragraphe 6 du dispositif est particulièrement importante. Le représentant du Kenya considère, lui aussi, que les fonds destinés à assurer le fonctionnement du bureau du Coordonnateur devraient être prélevés sur le budget ordinaire de l'ONU.

86. M. Odero-Jowi exprime sa sympathie aux Gouvernements de la Colombie et du Chili à l'occasion des pertes considérables que ces deux pays ont récemment subies à la suite d'un tremblement de terre. Il votera en faveur du projet de résolution E/L.1434.

87. M. ARIFF (Malaisie) s'associe aux autres délégations qui ont exprimé leur sympathie aux Gouvernements du Chili et de la Colombie. Il espère que le projet de résolution E/L.1434 sera adopté à l'unanimité.

88. Le projet de résolution E/L.1438 est constructif et ne devrait créer aucune difficulté. La nécessité de désigner un coordonnateur des secours s'impose, et M. Ariff espère que ce projet sera adopté à l'unanimité.

89. M. PATIMARAJAH (Ceylan) félicite le Secrétaire général de son rapport à la fois intéressant et utile sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle (E/4994). Ceylan, par suite de la mousson, est régulièrement dévasté par des inondations qui causent de très graves dégâts. Les exportations en général, et celles des noix de coco en particulier, en souffrent beaucoup. Le pays consacre une bonne partie de ses ressources à réparer les dommages causés par ces inondations et, heureusement, bénéficie aussi d'une aide bilatérale à cette fin. Toutefois, estimant que mieux vaut prévenir que guérir, le Gouvernement ceylanais a mis sur pied des plans de protection contre les inondations. Ceylan, en outre, participe à la Veille météorologique mondiale, organisée par l'OMM. Le représentant de Ceylan exprime sa gratitude à l'OMM et particulièrement au Gouvernement suisse pour l'aide fournie au titre du Programme d'assistance volontaire (PAV), et espère que ce programme sera renforcé.

90. La délégation ceylanaise est particulièrement sensible au désastre qui a frappé la Colombie et le Chili, et elle appuiera le projet de résolution E/L.1434, tel qu'il a été modifié.

91. Par ailleurs, elle se félicite du sentiment humanitaire qui a inspiré les auteurs du projet de résolution E/L.1438,



car c'est assurément une obligation pour la communauté internationale de venir en aide aux pays soudainement frappés par des catastrophes naturelles. Les amendements présentés par l'URSS (E/L.1440) sont raisonnables et rationnels, et le représentant de Ceylan souhaite que le projet de résolution soit adopté avec ces amendements, puisque l'on désire créer non pas un organisme permanent, mais un plan d'opérations pouvant être mis en œuvre dès que le besoin s'en fait sentir.

92. M. PILAVACHI (Grèce) exprime sa sympathie aux Gouvernements de la Colombie et du Chili, et déclare qu'il appuiera le projet de résolution E/L.1434.

93. La Grèce est coauteur du projet de résolution E/L.1438 car, ayant connu bien des catastrophes, elle a été à même de se rendre compte du manque de synchronisation dans la fourniture des secours. Elle se félicite donc de la désignation d'un coordonnateur des secours, ce qui devrait permettre une meilleure organisation.

94. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation avait présenté un amendement au projet de résolution E/L.1434 et qu'elle l'a retiré en raison de la soumission d'autres amendements. Il aimerait savoir si ceux-ci ont été incorporés au texte.

95. M. AHMED (Secrétaire du Conseil) indique que les coauteurs ont décidé de supprimer le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution. Ils ont également décidé de supprimer, dans l'ancien paragraphe 3 du dispositif, la mention du FMI. Enfin, ils ont décidé de remplacer, dans l'ancien paragraphe 4 du dispositif, les mots "donner une suite positive aux" par "examiner avec bienveillance ces".

96. M. PEREIRA DA FONSECA (Brésil) pense que, puisque l'on mentionne le PAM dans l'ancien paragraphe 3 du dispositif, il faudrait également mentionner la FAO.

97. Le PRÉSIDENT propose d'adopter à l'unanimité le projet de résolution E/L.1434, tel qu'il a été modifié.

*Il en est ainsi décidé.*

98. Prenant la parole conformément à l'article 75 du règlement intérieur, M. SANTA CRUZ (Observateur du Chili) remercie le Conseil d'avoir adopté à l'unanimité le projet de résolution E/L.1434. Il est également reconnaissant à tous les pays qui ont fait preuve d'un esprit de solidarité à l'égard du Chili et de la Colombie. La délégation chilienne a pris note des modifications apportées au projet de résolution en vue de l'adapter aux conditions et aux procédures existantes dans le cadre du PNUD. Enfin, elle considère que le projet de résolution E/L.1438 représente une étape importante dans le domaine de l'aide en matière de catastrophes naturelles.

99. Prenant la parole conformément à l'article 75 du règlement, M. GARCÉS (Observateur de la Colombie) appuie les observations du représentant du Chili et se félicite de l'adoption du projet de résolution E/L.1434. Il comprend et accepte les modifications apportées au projet de résolution. Ce texte illustre bien la façon dont l'ONU comprend son rôle, qui est de veiller à l'instauration d'un monde uni dans la paix.

100. M. McCARTHY (Royaume-Uni) espère que, comme l'ordre du jour est très chargé, le Conseil pourra reprendre en séance plénière, le vendredi 23 au matin, si possible, l'examen de la question à l'étude. Il se félicite de ce que le projet de résolution E/L.1438 bénéficie d'un large appui et exprime l'espoir qu'il pourra être adopté à cette occasion.

La séance est levée à 18 h 35.